

Edito du journal de février 2006

Du global au local

Les paysans du monde entier ont besoin d'une rémunération juste de leurs produits et non pas d'un accès au marché international accru qui n'est qu'un miroir aux alouettes.

Entre global et local, le premier numéro 2006 du Journal d'Uniterre esquisse quelques enjeux internationaux tout en offrant une large place aux projets d'agriculture contractuelle de proximité tels que « Lopin Bleu » ou « Le Jardin Potager ». Uniterre est convaincu de l'utilité de tels projets non pas parce que nous estimons que l'ensemble de la production suisse peut être écoulee par le biais de tels systèmes, mais parce qu'ils sont un formidable outil de questionnement sur les échanges commerciaux actuels. Premièrement, ces projets offrent l'opportunité de rétablir un contact étroit entre consommateurs et producteurs et d'échanger sur les types de production possibles ou souhaités, la qualité, le prix des produits, le mode de commercialisation etc. En somme, de faire le tour des attentes des uns et des autres. Deuxièmement, ces projets favorisent une réflexion de fond sur la notion des prix rémunérateurs et sont donc utiles à l'ensemble des filières. Nous ne prônons pas la disparition des grands distributeurs, mais ceux-ci doivent être « remis à leur juste place » : ils ne doivent être qu'une interface entre producteurs et consommateurs et non un maillon de la chaîne qui a comme objectif principal l'accumulation de profits indécents. Ils doivent offrir un prix rémunérateur aux familles paysannes et proposer des produits aux consommateurs à des prix reflétant la réalité locale. L'agriculture contractuelle de proximité doit donc servir de levier pour les négociations avec les acheteurs. Ces initiatives offrent aussi l'avantage de passer de l'action dénonciatrice de la libéralisation des marchés à des propositions concrètes. Voici dix ans que le monde paysan s'oppose aux règles négociées dans l'enceinte de l'OMC avec relativement peu de succès. Le seul aspect positif qui pourrait être mis au bilan des négociations OMC est l'émergence de Via Campesina qui a permis de tisser des liens entre mouvements paysans et démontrer clairement que familles paysannes du Sud et du Nord ne veulent pas être en concurrence, mais que ce sont bien les gouvernements qui les prennent en otage dans ce grand marchandage multilatéral. En concentrant depuis 10 ans une grande partie de nos forces sur des revendications axées sur les négociations internationales, nous en oublions presque l'essentiel : « voisin, qu'aimerais-tu avoir dans ton assiette et voir pousser sous ton balcon ? Quel contrat pouvons-nous établir ? ».

Uniterre demande que les échanges soient basés sur le concept de la souveraineté alimentaire. Chaque population, chaque Etat doit s'engager à définir le type d'agriculture et d'alimentation désirées sans dumping vis-à-vis des pays tiers. L'agriculture locale de proximité demeure la principale activité humaine. Cette agriculture paysanne et familiale doit rester un modèle autour duquel peut se développer une société et des activités économiques qui font un usage durable de nos ressources, tout en garantissant les droits fondamentaux des populations. Des alternatives doivent se construire autour d'un certain nombre de priorités telles que de favoriser l'intégration régionale par rapport au commerce international, d'assurer l'approvisionnement alimentaire interne avant l'exportation et de gérer l'offre au niveau interne puis au niveau international. A celles-ci s'ajoutent la suppression de certains soutiens internes permettant d'exporter à des prix en dessous des coûts de production et, en contrepartie, le droit de protéger son marché interne vis-à-vis d'importations à bas prix. C'est en agissant sur ces différents volets que nous rompons avec un système politique et économique qui s'échafaude essentiellement sur les 10% de surplus qui circulent autour de notre planète. Un système mondial uniquement basé sur les enjeux commerciaux - ne profitant qu'à une infime part d'habitant-e-s de cette planète - s'effondrera un jour ou l'autre.

Il montre aujourd'hui déjà des signes de faiblesse. A nous de décider si nous voulons assister passivement à sa fin plus ou moins lointaine en acceptant de sacrifier de nombreux secteurs de notre société ou si nous cherchons, en proposant des alternatives négociées entre partenaires de la société, à accélérer le changement.

Valentina Hemmeler